



COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

Du 04 au 10 février 2020

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Veille Sanitaire2

- Renforcement des réseaux régionaux de surveillance épidémiologique / Des actions dans l'air du temps
- Coronavirus : la COI en alerte
- Renforcement des réseaux régionaux de surveillance épidémiologique I Un comité technique régional en conclave à Moroni
- Moroni accueille le Comité technique régional du Réseau SEGA-One Health
- Réseaux régionaux de surveillance épidémiologique I La sécurisation des frontières au menu de la rencontre
- Les enjeux de santé de la région passés au crible
- COI – Comité technique régional : les enjeux de santé de la région passés au crible

1.2 Pêche : projet Ecofish.....16

- Ecofish: Promoting Blue Economy Growth in Africa
- African Fisheries Sector Losing EUR 45 Billion

1.3 Sécurité maritime20

- La drogue et la pêche illégale inquiètent les autorités
- Sécurité maritime : 251 policiers mauriciens formés en 2019

Renforcement des réseaux régionaux de surveillance épidémiologique/ des actions dans l'air du temps

08/02/2020  **Mmagaza**
Rédacteur



Depuis le 3 de ce mois, le programme de la troisième phase du projet de surveillance et d'investigation épidémiologique (RSIE 3) a planté son décor à Moroni, à l'hôtel Retaj pour une semaine de travail intense.

C'est ainsi que le premier jour, a eu lieu un atelier sur la surveillance épidémiologique sur la base de des nouvelles technologies de l'information. Un consultant a présenté un travail d'évaluation sur l'utilisation du logiciel des bases des données qui a cours à la COI. A l'issue de ce travail, il a été préconisé d'utiliser le logiciel de l'OMS dans ce domaine et ce pour être en cohérence avec les standards internationaux. Il est en effet important d'harmoniser les méthodes de surveillance, les procédures d'investigation et les mesures de santé publique. Ce n'est qu'ainsi que les données en matière de sécurité provenant d'une situation donnée pourront être utilisées pour aider à prévenir les problèmes dans d'autres circonstances.

Du 4 au 5 février, s'est tenu le comité technique régional, qui a regroupé différents spécialistes en vue des nouvelles orientations à proposer au prochain comité de pilotage du projet (Copil). Les thématiques ciblées concernent, entre autres, la veille sanitaire, le risque vectoriel, les programmes de formation, les laboratoires et l'approche One-Health (Une seule santé).

Hier, a eu lieu un atelier sur le changement climatique et les risques sanitaires, ce sera un nouveau domaine d'implémentation du projet dans le futur. Dans ce cadre, un consultant a fait un tour d'horizon de l'existant dans les pays de la COI. Aujourd'hui, les différents points focaux se rencontrent pour l'élaboration du plan d'action du prochain comité de pilotage qui devrait se tenir probablement en mars prochain.

Concernant l'actuelle épidémie de Coronavirus, le projet Rsie qui possède la capacité technique et financière pour le suivi et la surveillance, s'est montré ouvert à appuyer notre pays dans ce domaine notamment en moyens de surveillance du genre caméra thermique et au montage de salles d'isolement. Et le directeur général de la santé a déjà en main un projet qui doit être soumis incessamment aux instances appropriés.

Rappelons que le projet RSIE 3 s'inscrit dans le prolongement de deux précédentes phases (2008-2013 et 2013-2017), également financées par l'Agence Française de Développement (AFD), ayant permis la mise en place d'un système régional de surveillance favorisant une meilleure anticipation et gestion des Etats membres face aux risques sanitaires.

La phase 2 du projet était notamment axée sur le rapprochement de la santé humaine et de la santé animale, dans le cadre du dispositif One Health, promu par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Le projet RSIE 3, issu d'un partenariat solide entre la COI et l'AFD, s'inscrit dans le prolongement des phases 1 (2008-2013) et 2 (2013-2017) ayant également bénéficié du soutien de l'AFD. Le point de presse tenu le mercredi après-midi avait permis aux délégués de faire le point des activités menées au sein des différents pays.

Mmagaza

Coronavirus : la COI en alerte

Réunion du Comité technique SEGA à Moroni aux Comores

Près d'une soixantaine de professionnels de santé humaine et animale se sont réunis dans la capitale comorienne du 3 au 7 février 2020. Cette semaine d'ateliers thématiques a culminé avec le Comité technique régional (CTR) du réseau de Surveillance des épidémies et de gestion des alertes (SEGA-One Health) de la Commission de l'océan Indien (COI).



Organisées par l'Unité de Veille Sanitaire (UVS) – COI au travers du projet RSIE3 financé par l'Agence française de développement, les différentes réunions ont permis de cerner, entre autres, les besoins, les avancées et les axes de collaboration en matière de surveillance aux frontières, de risque vectoriel ou encore de surveillance épidémiologique. De fait, les experts des institutions publiques des États membres de la COI et des organismes techniques de la région ont échangé sur l'épidémie de Coronavirus.

Coronavirus : prévention et coopération

La menace du Coronavirus s'est imposée comme une priorité pour les membres du réseau SEGA -One Health qui agit comme une sentinelle de prévention et un facilitateur d'intervention sous la coordination de l'Unité de Veille sanitaire de la COI. Les représentants des États membres de la COI ont échangé sur les plans nationaux de prévention et les dispositifs mis en place. Cet état des lieux a permis de définir les besoins et les axes d'intervention face à ce risque épidémique. Il est attendu que le réseau SEGA-One Health appuie les efforts nationaux de préparation pour faire face à une éventuelle introduction de Coronavirus. La surveillance aux frontières, les capacités de diagnostic ou encore les plans de sensibilisation figurent parmi les axes de travail

auxquels pourraient contribuer le réseau et la COI avec le soutien de l'AFD.

Sensibilisation

La sensibilisation du public apparaît essentielle pour prévenir et gérer le risque d'introduction de Coronavirus et autres menaces épidémiques. Les points d'entrée des territoires doivent, à cet égard, être ciblés en priorité. C'est dans ce sens que le réseau SEGA-One Health intègre une forte composante de surveillance aux frontières. En complément, il apparaît nécessaire de soutenir les États membres dans la mise en place d'infrastructures et équipements dédiés. L'échange d'information est également indispensable à la réactivité des services. C'est là une plus-value du réseau SEGA-One Health coordonné par l'UVS-COI.

Risque vectoriel

Durant cette semaine de travail, les experts en santé humaine, animale et environnementale de la région ont également échangé sur le risque vectoriel, notamment les maladies transmises par les moustiques. Le renforcement des capacités opérationnelles de lutte antivectorielle se poursuit (dispositifs de gestion, surveillance, investigation...). Dans ce sens, il a été recommandé d'introduire le test rapide d'orientation diagnostique dans les dispositifs de surveillance et riposte afin de gagner en réactivité.

Formation, NTIC, changement climatique...

Les sessions thématiques ont également abordé la formation épidémiologique de terrain (FETP) avec la participation des institutions de formation universitaire de la région, la santé animale (intégrée au concept One Health), les capacités des laboratoires, l'utilisation des nouvelles technologies (e-Health, m-Health, e-Surveillance...) ou encore l'impact du changement climatique sur la santé. La cérémonie officielle d'ouverture du 4 février a été marquée par la participation du Secrétaire général du ministère de la Santé de l'Union des Comores.

Renforcement des réseaux régionaux de surveillance épidémiologique I Un comité technique régional en conclave à Moroni



Des experts sanitaires de la Commission de l'Océan indien se concertent pour un bilan des activités et besoins en santé de la population de leurs Etats membres. Ils vont programmer le prochain plan annuel d'activités d'avril 2020 à mars 2021. Chacun de ses représentants doit ressembler et défendre les objectifs de son propre pays en lien avec ses besoins et exigences par rapport à l'année précédente et celle à venir.

Des représentants et experts en santé animale et humaine de la région Océan Indien sont en conclave du mardi 4 au vendredi 7 février au Retaj Hôtel à Moroni. Cette réunion de quatre jours se déroule en présence de responsables nationaux en charge de la Santé, entre autres. Il s'agit d'une plateforme d'échanges techniques du réseau Sega One Health qui réunit des experts de la région ayant pour principale responsabilité «la conduite des discussions techniques pour orienter les différentes activités et les programmes mises en œuvre au niveau national et régional». Chacun de ses représentants doit rassembler et défendre les objectifs de son propre pays en lien avec ses besoins et exigences présents et à venir. Le secrétaire général du ministère de la Santé a, dans son discours de lancement des travaux, souhaité un excellent travail avec des discussions riches et des orientations pertinentes pour un maximum de résultats.

Une assise régionale pour quels objectifs ?

Jean Youssouf a souligné l'importance dont «font preuve les techniciens sanitaires de notre réseau de surveillance liés à la prévention et à la lutte contre les maladies dans les cinq pays de notre sous-région». Dans son intervention, le secrétaire général ajoutera que «notre souhait et que nos échanges contribuent à une identification des perspectives d'avenir et à

une définition des méthodes et approches à adopter pour le développement du concept One Health dans sa vision d'étendre le dispositif de veille sanitaire». Cette assise s'inscrit dans le programme de prolongement des actions déjà financées par l'Agence française de développement (Afd) en faveur du renforcement des réseaux régionaux de surveillance épidémiologique, et en particulier du projet Rsie 2. Bénéficiant de l'expertise d'une nouvelle équipe multidisciplinaire, le projet Rsie3 vise à fédérer les Etats membres autour de la problématique de la santé publique, face à la réalité d'un destin commun, avec la santé comme une des priorités sectorielles. Ainsi, cette assise met en relief l'état de santé de la population des Etats membres, surtout à cette période où le monde est en alerte à cause du coronavirus, une épidémie zoneuse.

Et étant donné que cette épidémie pourrait venir des chauves-souris et des serpents, les spécialistes de la santé animale des cinq pays de la région doivent entreprendre des mesures et prendre les précautions nécessaires, selon les séminaristes. Sur ce point, une vétérinaire épidémiologiste de La Réunion, Cécil Dian a expliqué à la soixantaine d'assistants que tous les animaux n'ont pas de risques de contagion du coronavirus. L'experte a, en effet, fait savoir qu'il y a 80% de pathogènes animales chez les humains. Elle ajoutera qu'il n'y a aucune suspicion de contagion entre le reste des animaux autres que les chauves-souris et les serpents pour les humains

Hamidou Ali

SURVEILLANCE ÉPIDÉMIOLOGIQUE RÉGIONALE

Moroni accueille le Comité technique régional du Réseau SEGA-One Health

Depuis hier, se tient le Comité technique régional du Réseau de Surveillance Épidémiologique et de Gestion des Alertes (Réseau SEGA-One Health) à l'hôtel Retaj à Moroni. C'est le secrétaire général du ministère de la santé M. Jean Youssouf qui a ouvert l'atelier en compagnie de son collègue du ministère de l'Agriculture Dr Daniel Ali Bandar et de Mme Koulthoum Djamadar, chargée de mission au sein de la Commission de l'Océan indien.

Le Comité Technique Régional (CTR) est un organe consultatif, multidisciplinaire, technique et scientifique du Réseau de Surveillance Épidémiologique et de Gestion des Alertes (Réseau SEGA-One Health). Ses responsabilités incluent l'élaboration et la proposition des recommandations en matière de stratégies et d'activités prioritaires dans le domaine de la sécurité sanitaire pour les besoins des États membres de la Commission de l'Océan Indien

(COI) ainsi que l'appui à la COI dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi des activités planifiées.

Par ailleurs des ateliers techniques complémentaires, sur des sujets d'importance capitale pour la région, se tiendront dans la foulée notamment un atelier sur l'e-surveillance et un atelier sur le changement climatique et ses impacts sur la santé. Le Réseau SEGA-One Health est le réseau des professionnels de santé des États membres de la COI. Il vise à promouvoir le travail collaboratif en vue du renforcement de la sécurité sanitaire des peuples du Sud-Ouest de l'Océan Indien. Ce dispositif, porté par la COI et soutenu par l'AFD, soutient l'action régionale de l'organisation face aux épidémies d'origine humaine et animale.

Le réseau regroupe les experts nationaux des ministères de la santé humaine et de l'agriculture (santé animale) de l'Union des Comores, de la France / Réunion, de Madagascar, de Maurice et des Seychelles ainsi que les pôles d'ex-



Le SG Jean Youssouf au centre.

cellence régionaux (CIRAD, Institut Pasteur de Madagascar, PIROL, ...). Il est soutenu par le projet régional de surveillance et d'investigation des épidémies (RSIE 3) d'un montant de 8 millions. En outre, il répond à plusieurs Objectifs de développement durable (ODD) dont l'ODD n°3 « bonne santé et bien-être » ou encore l'ODD 13 « adaptation au changement climatique » et vise à renforcer et à pérenniser ce mécanisme de surveillance et de gestion des alertes au sein de l'espace COI.

Comme vous pouvez l'imaginer, cette rencontre qui se tient en pleine crise de l'épidémie du « Coronavirus », a amené les différentes délégations à faire des exposés sur l'état de préparation des États membres pour faire face à ce fléau. Il a été constaté que c'est la phase relative à la sensibilisation qui est pour l'heure mise en avant et que les pays sont entrain de mettre la dernière main sur la logistique pour le cas d'apparition des cas de personnes atteintes par le virus. Par ailleurs les vols directs entre cer-

tains de nos États avec la Chine sont pour l'heure suspendus.

Dans son intervention le SG de la santé a sollicité les experts à faire prévaloir leurs connaissances entre eux pour mieux booster les structures dans lesquelles ils travaillent. Il a aussi, appelé à un renforcement de la collaboration des laboratoires dans la zone Indianocéanique pour mieux faire face aux menaces et être à même de répondre aux demandes émanant de la zone.

Mmagaza

Réseaux régionaux de surveillance épidémiologique I La sécurisation des frontières au menu de la rencontre



Chacune des délégations des représentants des cinq pays membres du comité technique régional a montré au fur et à mesure l'importance que donne son pays à la collaboration de l'ensemble des acteurs sanitaires de ces pays. Comme une seule personne, ces spécialistes ont insisté sur la mise en place d'un système de veille permanente et de sécurisation des frontières.

Le comité technique régional (Ctr) formé par des experts sanitaires de l'Océan indien a tenu un point de presse mercredi en fin d'après-midi au Retaj hôtel à Moroni pour annoncer certaines mesures entreprises pour assurer le système de veille sanitaire dans la sous-région. «Nos jours de discussions et d'échanges ont été très riches et bénéfiques vue les réactions des spécialistes. Nous tenons également compte des orientations pertinentes offertes par les différentes délégations pour un maximum de résultats», a déclaré le directeur national de la Santé, Aboubakar Ben Anli. Chacune des délégations des représentants des cinq pays membre du Ctr a montré au fur et à mesure l'importance que donne son pays à la collaboration de l'ensemble des acteurs sanitaires de ces pays. Comme une seule personne, ces spécialistes ont insisté sur la mise en place d'un système de veille permanente et de sécurisation des frontières.

Les discussions des professionnels de santé n'ont pas exclus l'épidémie qui sévit dans le monde ces derniers jours, le coronavirus. Pour cela, ils se sont mis d'accord sur une formation des épidémiologistes de terrains lesquels veilleront sans arrêt sur la région de l'océan indien. Par ailleurs, les risques et dangers en relation aux changements climatiques ont été

longuement soulevés par les techniciens de la santé animale et humaine pour que les précautions nécessaires soient entreprises et réfléchies. L'ensemble des réactions enregistrées dans cette rencontre seront présentées au comité de pilotage qui se tiendra le mois de mars prochain, à Maurice.

C'est en 2005-2006, période de passage du virus Chikungunya qui a ravagé une grande partie de la région que cette plate-forme de veille sanitaire a vu le jour pour assurer une veille sanitaire de la population des Etats membres. Les membres du Ctr se réunissent chaque année pour élaborer les plans annuels et revoir les besoins de chaque Etat membre. Vue les bons résultats enregistrés durant chaque année, le principal bailleur l'Agence Française de développement (Afd) multiplie ses collaborations et financements pour le bien-être de la population selon le directeur général de la santé.

Hamidou Ali

Les enjeux de santé de la région passés au crible

La menace du Coronavirus s'est imposée comme une priorité pour les membres du réseau SEGA -One Health.

Près d'une soixantaine de professionnels de santé humaine et animale se sont réunis dans la capitale comorienne du 3 au 7 février 2020. Cette semaine d'ateliers thématiques a culminé avec le Comité technique régional (CTR) du réseau de Surveillance des épidémies et de gestion des alertes (SEGA-One Health) de la Commission de l'océan Indien (COI).

Organisées par l'Unité de Veille Sanitaire (UVS) – COI au travers du projet RSIE3 financé par l'Agence française de développement, les différentes réunions ont permis de cerner, entre autres, les besoins, les avancées et les axes de collaboration en matière de surveillance aux frontières, de risque vectoriel ou encore de surveillance épidémiologique. De fait, les experts des institutions publiques des États membres de la COI et des organismes techniques de la région ont échangé sur l'épidémie de Coronavirus.

Coronavirus: prévention et coopération

La menace du Coronavirus s'est imposée comme une priorité pour les membres du réseau SEGA -One Health qui agit comme une sentinelle de prévention et un facilitateur d'intervention sous la coordination de l'Unité de Veille sanitaire de la COI. Les représentants des États membres de la COI ont échangé sur les plans nationaux de prévention et les dispositifs mis en place. Cet état des lieux a permis de définir les besoins et les axes d'intervention face à ce risque épidémique.

Il est attendu que le réseau SEGA-One Health appuie les efforts nationaux de préparation pour faire face à une éventuelle introduction de Coronavirus. La surveillance aux frontières, les capacités de diagnostic ou encore les plans de sensibilisation figurent parmi les axes de travail auxquels pourraient contribuer le réseau et la COI avec le soutien de l'AFD.

Sensibilisation

La sensibilisation du public apparaît essentielle pour prévenir et gérer le risque d'introduction de Coronavirus et autres menaces épidémiques. Les points d'entrée des territoires doivent, à cet égard, être ciblés en priorité. C'est dans ce sens que le réseau SEGA-One Health intègre une forte composante de surveillance aux frontières. En complément, il apparaît nécessaire de soutenir les États membres dans la mise en place d'infrastructures et équipements dédiés. L'échange d'information est également indispensable à la réactivité des services. C'est là une plus-value du réseau SEGA-One Health coordonné par l'UVS-COI.

Risque vectoriel

Durant cette semaine de travail, les experts en santé humaine, animale et environnementale de la région ont également échangé sur le risque vectoriel, notamment les maladies transmises par les moustiques. Le renforcement des capacités opérationnelles de lutte antivectorielle se

poursuit (dispositifs de gestion, surveillance, investigation...). Dans ce sens, il a été recommandé d'introduire le test rapide d'orientation diagnostique dans les dispositifs de surveillance et riposte afin de gagner en réactivité.

Formation, NTIC, changement climatique...

Les sessions thématiques ont également abordé la formation épidémiologique de terrain (FETP) avec la participation des institutions de formation universitaire de la région, la santé animale (intégrée au concept One Health), les capacités des laboratoires, l'utilisation des nouvelles technologies (e-Health, m-Health, e-Surveillance...) ou encore l'impact du changement climatique sur la santé.

La cérémonie officielle d'ouverture du 4 février a été marquée par la participation du Secrétaire général du ministère de la Santé de l'Union des Comores.

M. Jean Yousouf a souligné « le rôle important des techniciens de santé de nos pays » qui, au sein du réseau SEGA-One Health, « participent à la prévention et à la lutte contre les risques épidémiques ».

Le CTR et les ateliers de Moroni ont rassemblé les points focaux nationaux du réseau SEGA One Health ainsi que plusieurs experts nationaux des États membres de la COI sur les différentes thématiques d'intérêt, des représentants de la COI ainsi que des pôles régionaux d'excellence (CIRAD, PIROI).

COI – Comité technique régional : les enjeux de santé de la région passés au crible



Près d'une soixantaine de professionnels de santé humaine et animale se sont réunis dans la capitale comorienne du 3 au 7 février 2020. Cette semaine d'ateliers thématiques a culminé avec le Comité technique régional (CTR) du réseau de Surveillance des épidémies et de gestion des alertes (**SEGA-One Health**) de la Commission de l'océan Indien (COI). Organisées par l'Unité de Veille Sanitaire (UVS) – COI au travers du projet **RSIE3** financé par l'**Agence française de développement**, les différentes réunions ont permis de cerner, entre autres, les besoins, les avancées et les axes de collaboration en matière de surveillance aux frontières, de **risque vectoriel** ou encore de surveillance épidémiologique. De fait, les experts des institutions publiques des États membres de la COI et des organismes techniques de la région ont échangé sur l'épidémie de Coronavirus.

Coronavirus: prévention et coopération

La menace du Coronavirus s'est imposée comme une priorité pour les membres du réseau SEGA -One Health qui agit comme une sentinelle de prévention et un facilitateur d'intervention sous la coordination de l'Unité de Veille sanitaire de la COI. Les représentants des États membres de la COI ont échangé sur les plans nationaux de prévention et les dispositifs mis en place. Cet état des lieux a permis de définir les besoins et les axes d'intervention face à ce risque épidémique.

Il est attendu que le réseau SEGA-One Health appuie les efforts nationaux de préparation pour faire face à une éventuelle introduction de Coronavirus. La surveillance aux frontières, les capacités de diagnostic ou encore les plans de sensibilisation figurent parmi les axes de travail auxquels pourraient contribuer le réseau et la COI avec le soutien de l'AFD.

Sensibilisation

La sensibilisation du public apparaît essentielle pour prévenir et gérer le risque d'introduction de Coronavirus et autres menaces épidémiques. Les points d'entrée des territoires doivent, à cet égard, être ciblés en priorité. C'est dans ce sens que le réseau SEGA-One Health intègre une forte

composante de surveillance aux frontières. En complément, il apparaît nécessaire de soutenir les États membres dans la mise en place d'infrastructures et équipements dédiés. L'échange d'information est également indispensable à la réactivité des services. C'est là une plus-value du réseau SEGA-One Health coordonné par l'UVS-COI.

Risque vectoriel

Durant cette semaine de travail, les experts en santé humaine, animale et environnementale de la région ont également échangé sur le risque vectoriel, notamment les maladies transmises par les moustiques. Le renforcement des capacités opérationnelles de lutte antivectorielle se poursuit (dispositifs de gestion, surveillance, investigation...). Dans ce sens, il a été recommandé d'introduire le test rapide d'orientation diagnostique dans les dispositifs de surveillance et riposte afin de gagner en réactivité.

Formation, NTIC, changement climatique...

Les sessions thématiques ont également abordé la formation épidémiologique de terrain (FETP) avec la participation des institutions de formation universitaire de la région, la santé animale (intégrée au concept One Health), les capacités des laboratoires, l'utilisation des nouvelles technologies (e-Health, m-Health, e-Surveillance...) ou encore l'impact du changement climatique sur la santé.

La cérémonie officielle d'ouverture du 4 février a été marquée par la participation du Secrétaire général du ministère de la Santé de l'Union des Comores.

Jean Youssouf a souligné: « *le rôle important des techniciens de santé de nos pays* » qui, au sein du réseau SEGA-One Health, « *participent à la prévention et à la lutte contre les risques épidémiques* ».

Le CTR et les ateliers de Moroni ont rassemblé les points focaux nationaux du réseau SEGA One Health ainsi que plusieurs experts nationaux des États membres de la COI sur les différentes thématiques d'intérêt, des représentants de la COI ainsi que des pôles régionaux d'excellence (CIRAD, PIROI).



Pour plus d'information :



<https://www.panapress.com/La-menace-du-Coronavirus-une-priorite-630627015-lang1.html>

<https://www.panapress.com/The-threat-of-Coronavirus-a-priorite-630627048-lang2.html>



<https://www.defimedia.info/coronavirus-il-faut-revoir-le-protocole-sur-les-points-dentrees-dans-le-pays-suggere-arvin-boolell>

Ecofish: Promoting Blue Economy Growth in Africa

By HENRY OWINO

Ecofish is in Africa countries to support its blue economy and enhance sustainable fisheries in the region.

Ecofish is a cross-regional initiative of the European Union (EU) that supports both inland and marine sustainable Fisheries in the Eastern Africa (EA), South Africa (SA) and Indian Ocean (IO) regions.

The contribution of Sustainable Fisheries to the Blue Economy of EA, SA, IO has since been popularly known as Ecofish. It is financed by EU to the tune of EUR 28 million for the next 5 years.

The overall objective of the Ecofish Programme is to enhance equitable economic growth by promoting sustainable fisheries in the EA-SA-IO region.

Although the ultimate beneficiaries are eligible member states of EA-SA-IO regions, the entry points falls under the following categories: The five Duly Mandated Regional Organizations (DMROs) namely COMESA, EAC, IGAD, IOC and SADC.

The other four entry points include two inland Regional Fisheries Management Organizations namely Lake Victoria Fisheries Organization (LVFO) and Lake Tanganyika Authority (LTA). One Marine Regional Fisheries Management Organization thus Indian Ocean Trade Commission(IOTC) or two Marine Regional Fisheries Bodies, SWIOFC and potentially, SOIFA and finally other regional fisheries-related partner agencies such as the AU-IBAR, FAO, UNEP and many more.

Each of these entry point organizations would receive EUR 2million for implementation of Ecofish activities in their regions.

On an average one country of the EA-SA-IO region is a member of 2 to 3 DMROs and 10 countries are not a member of any RFB. (Seven countries are landlocked and 3 coastal countries in the Red Sea). Apart from 3, Ecofish would directly benefit 12 countries only.

According to Dr Sunil Sweenarain, IOC Technical Coordinator and Team Leader this has been reorganized to accommodate eligible countries. La Reunion/France and South Africa are encouraged to join in with their own resources.

"It is critical to assess the marine façade of the EA-SA-OI region, the structural and functional capacities of the various regional fisheries organizations to ensure effectiveness in services delivery,"Dr Sweenarain cautioned.

Dr Sweenarain said Ecofish is mainstreaming the principles of global sustainability or the Triple –Win thus Economic Efficiency, Shared Prosperity and Environment Stewardship. This includes climate change adaption in the shared inland and marine fisheries of the EA-SA-OI region in an integrative or synergistic way.

Ecofish intends to build on the achievements, work-in progress and learning investments of the EU funded Smartfish, Fisheries Governance and cross-sector programmes such as MASE as well as other regional

initiatives for unleashing the UN Agenda 2030 or the Africa Agenda 2063-No Poverty-No Hunger and Nobody is left behind.

"The two Agenda were presented as one of the 21 EU Flagships for bluing fisheries sector at the World Ocean Conference 2017," Dr Sweenarain recalls.

Dr Sweenarain explained the overall objective of the Ecofish Programme is to enhance economic growth by promoting sustainable fisheries in the EA-SA-IO region.

However, the specific objective is to support sustainable management and development of fisheries in order to contribute to poverty alleviation, food and nutrition security while addressing climate resilience and enhancing marine biodiversity.

According to Mrs Carla Osorio, Head of Cooperation Delegations of the EU to the Republic of Mauritius, Ecofish is meant to complement several other EU projects targeting ocean governance, marine conservation, maritime security, anti-piracy actions through navy operations as well as Blue Economy related projects.

This notwithstanding fisheries partnership agreements the EU signed with others countries such as Seychelles and Mauritius, with Madagascar expected to join as coastal fisheries are targeted.

"This reflects high commitments EU puts on fisheries," Mrs. Osorio stated. The commitment is not limited to inland or marine for food security only but extends to income generating revenues for the communities and commercial opportunities for export to markets.

Mauritius is the headquarters for EU projects on Ecofish activities being implemented in Africa. Mrs. Osorio clarified that Ecofish is not Smartfish program since it is designed to focus on sustainable fisheries at regional level.

Ecofish strictly reflects the aid modalities and strategies of the European Unions. For example inclusive with impact-related, cost effective and pro-active that is oriented towards sustainable changes by enhancing a cross-regional impact.

Ecofish programme does not aim at substituting Indian Ocean Commission (IOC) to any regional Fisheries Organizations. This is despite having definitively key role to play as influential organization throughout the Indian Ocean. The IOC is a strategic partner of the EU.

"We deeply think that IOC is able to take lessons from this project and improve its capacities to better support the Member States and neighboring coastal states of the Indian Ocean," Mrs. Osorio said.

Africa has enough resources and good policies but the problem is implementing them to work. They do not walk the talks or turn the thoughts into practicality.

Ecofish is determined to systematically avoid overlap or duplication of investments in the regional fisheries surveillance operations. It will therefore focus on implementation of the strategic actions work plans.

African Fisheries Sector Losing EUR 45 Billion



By Sharon Atieno

The African fisheries sector has great potential to bring economic transformation to the continent, however, unchecked overcapacity and overfishing worsened by the poorly regulated common rights regime and the informal economy is crippling the sector.

It is estimated that the stocks of the inland and marine fisheries resources of the Eastern Africa, Southern Africa and Indian Ocean (EA-SA-IO) region constitute a massive natural renewable wealth of about EUR 50 billion. It generates a total annual gross income of not less than EUR 5 billion.

Despite the governments generating huge amounts in terms of revenue from the sector, investment return remains low.

In order to unleash the full potential for the fisheries sector in the continent, the Contribution of Sustainable Fisheries to the Blue Economy of EA-SA-IO region, popularly termed as Ecofish programme has been developed.

The European Union funded five-year programme seeks to support sustainable management and development of fisheries in order to contribute to poverty alleviation, food and nutrition security while addressing climate change resilience and enhancing marine biodiversity.



The welcoming panel during the commencement of the meeting

The programme which will be implemented in 19 countries within the EA-SA-IO region is divided into two main parts: fisheries management and fisheries monitoring, control and surveillance (MCS).

Illegal, unreported and unregulated (IUU) fishing remains one of the greatest threats to the fisheries sector as it undermines national and regional efforts to manage the sector sustainably.

Overfishing, linked to IUU depletes the fish stock thus threatening livelihoods of fisher communities and exacerbating poverty. Moreover, some of the products derived from it also find their way into overseas trade markets thus throttling local food supply.

In an interview at the first Programme Steering Committee meeting held in Nairobi, Kenya, Pedro Guemes, MCS expert for the Ecofish programme notes that IUU is a complicated issue as it occurs in both small scale and large scale. He adds that the programme seeks to strengthen capacity to prevent, deter and eliminate IUU within the EA-SA-IO region.

Ecofish will give direct support to Fisheries Departments of Participating States of the Regional Programme for Fisheries Surveillance (PRSP) and other regional MCS mechanisms in the EA-SA-IO region to conduct MCS operations to combat IUU fishing through the provision of necessary equipment and logistic.

In addition, it will also facilitate co-ordination and information between different regional economic and fisheries organizations of the region.

Giving their recommendation on MCS at the closing of the two day deliberations, the delegates representing different regional economic and fisheries organizations of the region, said that for the project to be sustainable, there was need for lobbying the government and high level authorities from the Member States; and high level of commitment by the Member States through contributions to continue funding the activities.

LE GÉNÉRAL METAYER :

« La drogue et la pêche illégale inquiètent les autorités »

Le Général Yves Metayer, Commandant Supérieur des Forces Armées dans la zone Sud de l'océan Indien, a rencontré la presse lors d'une visite éclair de 48 heures à Maurice. Il a mis l'accent sur les risques et menaces qui pèsent sur notre océan.

À son avis, il faut des échanges réguliers en matière de sécurité maritime. Dans cet immense océan qu'est l'océan Indien, un certain nombre d'activités illicites ont lieu. Pour cette raison, les États riverains coopèrent pour éviter toute forme de déstabilisation qui pourrait éventuellement troubler la vie de populations entières. Un certain nombre d'échanges sont engagés au sein de la Commission de l'océan Indien (COI).

Qu'en est-il de la piraterie dans l'océan Indien ? Pour le Général, le phénomène de piraterie n'a pas totalement

disparu. À un certain moment, le Sud de l'océan Indien était menacé quand la piraterie avait tendance à s'étendre vers le Sud, notamment entre la côte africaine et Madagascar. Grâce aux efforts de la COI, le danger a été évité. Mais l'on constate le développement d'un certain nombre de trafics, en particulier le trafic de drogue en provenance du continent asiatique qui rallie l'Afrique de l'Est pour se répandre dans la région de l'océan Indien. Autre menace : les chalutiers se livrant à la pêche illégale, ce qui pille les ressources des États. L'océan Indien est immense et il n'est pas difficile d'y pêcher en toute impunité. Comment contrôler le phénomène, quelles informations partager, comment empêcher les chalutiers de se livrer à ces activités illicites, c'est ce qui ressort des discussions au sein de la COI. Par exemple, grâce



(De gauche à droite) L'attachée de presse militaire, son Excellence l'ambassadeur de France, Emmanuel Cohet, et le Général Yves Metayer.

à des images satellitaires et à des échanges d'information, la France a pu enrayer la pêche illégale dans l'Antarctique autour des îles de la Désolation. Enfin, la dernière menace est une forme d'expansion du terrorisme. La présence de l'État islamique au Nord du Mozambique avec des violences répétées est une source d'inquiétudes. D'où le partage de l'information,

la coordination entre pays riverains avec des résultats probants. Le Général ajoute que les modes d'action pour contrer le terrorisme sont confidentiels, les terroristes s'adaptant très vite et décryptant les informations.

On note, par ailleurs, que 251 Mauriciens ont été formés en 2019 pour lutter contre les trafics mentionnés plus haut. Un centre de commandement

intégré franco-mauricien a été créé pour piloter l'ensemble des forces lors des formations. Chaque année, 200 à 250 Mauriciens sont formés. En passant, le gros des forces actives en matière de prévention se trouve à La Réunion et des réunions ont lieu régulièrement à Saint Denis.

Le Général ajoute que la marine française travaille peu avec les forces américaines et il n'existe pas de contact avec les forces américaines de Diego Garcia. Par contre, les Américains coopèrent en ce qui concerne des sauvetages ou le trafic de drogue. La France cultive des échanges de plus en plus fréquents avec l'Inde surtout dans le Nord de l'océan Indien. Des bateaux indiens visitent souvent La Réunion. À l'avenir, cette coopération va sans doute s'étendre dans le Sud.

Sécurité maritime : 251 policiers mauriciens formés en 2019



Plus de 200 officiers des forces de l'ordre mauricienne, soit 251 officiers, ont été formés à la sécurité maritime en 2019. Et ce, lors d'un exercice baptisé Phoenix, piloté par un centre de défense franco-mauricien basé à Maurice.

C'est ce que nous apprend le général Yves Metayer, Commandant Supérieur des Forces Armées dans la Zone Sud de l'Océan Indien, actuellement en visite officielle à Maurice.

Lors de cet exercice, les officiers avaient pour tâche de démanteler un réseau de trafic de drogue qui sévissait dans la zone sud de l'océan Indien. Le prochain exercice aura lieu fin 2021.

« La sécurité maritime est un projet dynamique au sein de la COI », a souligné le général Metayer face à la presse, le mercredi 5 février. Ce dernier a affirmé que des mesures, qui ne peuvent être divulguées par précaution, ont été énoncées lors de ses échanges avec le Premier ministre, Pravind Jugnauth.

Le piratage, le trafic de drogue, la pêche illégale et l'extension du terrorisme, entre autres, ont été des sujets abordés lors des échanges entre le général Yves Metayer et le Premier ministre.

Le général Metayer a également eu l'occasion de rencontrer le ministre des Affaires étrangères, Nando Bodha, et M.Hamada Madi, secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien.

Plus d'information cliquez ci-dessous

<http://ionnews.mu/video-le-chef-de-forces-armees-dans-la-zone-sud-de-locean-indien-en-tournee-a-maurice-060220/>

<https://www.inside.news/le-general-yves-metayer-en-visite-officielle-a-maurice/>

<https://www.lemauricien.com/article/le-commandant-superieur-des-forces-armees-dans-la-zone-sud-de-locean-indien-en-visite-officielle-a-maurice/>

<https://lejournal.mu/2020/02/05/franco-mauritian-partnership-to-collectively-help-combat-challenges-in-the-region/>

<http://www.govmu.org/English/News/Pages/Franco-Mauritian-partnership-to-collectively-help-combat-challenges-in-the-region.aspx>